

Bac pro: les patrons préfèrent les stagiaires «bleu blanc rouge»

Le racisme reconnu par le ministère de l'Éducation.

Agnès Le Curieux a 18 ans quand elle se rend à l'un de ses tout premiers rendez-vous professionnels, à Paris du côté de l'Opéra. Elle est bien habillée. Elle espère décrocher un stage en secrétariat, indispensable à son bac pro. Auparavant, elle avait téléphoné à l'entreprise. On lui avait demandé son nom, puis donné rendez-vous. Quand elle arrive, pas un bonjour. On la reçoit moins d'une minute, le temps de lui dire: «On vous enverra une lettre.» Elle ressort, et dans l'ascenseur se dit: «C'est pas grave, je ne vais pas me prendre la tête avec ça.» Agnès est antillaise. «Tu donnes ton nom, tout va bien. Mais quand tu arrives et que t'es noire, ce n'est plus possible. Je n'avais pas le courage de leur dire en face: c'est parce que je suis noire que vous ne me prenez pas? De toute façon, ils n'avoueront jamais qu'ils sont racistes.» L'histoire d'Agnès est banale. Tout le monde le sait, maintenant c'est officiel. Une «note» de l'inspection générale de l'Éducation nationale, remise la semaine dernière au ministre délégué à l'Enseignement professionnel Jean-Luc Mélenchon, ne pouvait que le confirmer: «Les pratiques discriminantes existent.»

Solution de rechange. Les élèves de Nicolas Voisin, professeur de français et d'histoire-géo au lycée Bartholdi, à Saint-Denis, et par ailleurs militant à SOS Racisme, sont souvent confrontés à ces discriminations. «Au moment de la recherche de stage, notre lycée demande aux élèves de remplir des feuilles de route, avec les tampons des entreprises qu'ils ont contactées. Certains reviennent avec des tonnes de feuilles remplies de tampons.» Autant de refus. «Statistiquement, c'est toujours plus des Mamadou que des

Patrick.» Un élève du lycée, en bac MSMA (maintenance des systèmes mécaniques automatisés), l'admet: «C'est plus facile de s'appeler François Dupont de Montmorency que Adim, comme moi. Les gens voient mon nom, ils mettent mon CV de côté.» Pour ceux dont le nom ne sonne pas français, les refus viennent immédiatement,

«L'entreprise a voulu connaître le nom d'une élève. La prof a répondu "Cissé", ils lui ont répondu: "Alors, là, c'est même pas la peine!"»
Agnès Le Curieux

pas besoin de se rencontrer... «Une fois, au téléphone, l'entreprise a voulu connaître le nom de famille d'une amie. La prof qui s'occupait du rendez-vous a répondu "Cissé", ils lui ont répondu: "Alors, là, c'est même pas la peine!"», se souvient Agnès. Au moment des stages, les élèves de la filière professionnelle se sentent sous pression, car leurs diplômes dépendent en partie de ces formations en entreprise. Souvent, il faut trouver des solutions de rechange. Dans la note au ministre, les inspecteurs donnent cet exemple chiffré: dans la filière métiers de la mode, qui ac-

cueille 70 % de jeunes filles d'origine immigrée, 20 % d'entre elles sont obligées d'effectuer leur stage hors de leur formation, notamment en restauration rapide, pour ne pas rester sur le carreau. Autre possibilité: se tourner vers sa communauté. Après plusieurs refus, les élèves vont dans des petites entreprises tenues par des immigrés. «Ils se disent: on est rejetés par les Blancs, eh bien, on va aller chez les Noirs! Ils trouvent des stages comme ça et, du coup, une logique de ghettos s'instaure», déplore Nicolas Voisin. Chaque année, SOS Racisme recueille en stage une quinzaine de lycéens déboutés. «Souvent, ils appellent deux jours avant le début du stage, catastrophés parce qu'ils n'ont rien trouvé», raconte une responsable. Agnès Le Curieux fait partie de ceux-là.

«Résignation». Pour lutter contre ces «stages bleu blanc rouge», Jean-Luc Mélenchon compte sur le projet de loi de modernisation sociale. Ce texte permet de «lutter contre les discriminations dans l'accès à l'emploi, au logement ou dans le déroulement de carrière»; les refus de stage à caractère raciste tomberont donc sous le coup de la loi.

Et pour mobiliser les enseignants, une circulaire précise que la recherche de stage fera désormais partie du suivi de stage pour lequel ils sont déjà rémunérés. «Ça reste difficile d'obtenir des infos sur les discriminations», confie Nicolas Voisin. «Les élèves s'expriment peu, ou disent "c'est un raciste", c'est tout. Ils se résignent.» Pour son deuxième stage, Agnès n'a pas hésité un instant. Elle a directement contacté SOS Racisme. Sans essayer d'obtenir d'autres stages. Sans essayer de nouveaux refus ●

Ministre testeur

Dans la nuit de vendredi à samedi, le ministre de la Ville Claude Bartolone a participé à une opération de testing préparée par les jeunes socialistes du Pas-de-Calais. Vers 1 heure du matin, deux jeunes de 20 et 22 ans d'origine maghrébine se sont fait refouler à l'entrée d'une boîte de nuit de Nœux-les-Mines, près de Lens. Une caméra cachée a immortalisé le flagrant délit puis la réaction consternée du ministre qui a exigé du propriétaire des lieux des explications sur cette sélection au faciès. «C'est ce genre de comportement raciste de base qui entretient la violence et le malaise dans la société», s'est désolé Bartolone, qui a invité les propriétaires des discothèques du département à s'entendre sur une charte de bonne conduite. Et si la pédagogie ne «triomphe» pas, il assure qu'«il pourra y avoir des sanctions».

C.R.

CHARLOTTE ROTMAN